

Editorial

Le *statu quo* ou un réel changement de la situation de l'Afrique après la crise mondiale ?

Au moment où la crise économique se poursuit, les pays africains ont fait l'objet de plusieurs promesses qui leur permettraient de sortir de la crise. Par le biais du FMI et de la Banque mondiale, et des pays individuels, le G20 a donné le ton aux opérations de sauvetage. La réalité, toutefois, est que, à part la crainte que le programme de sauvetage de 100\$EU milliards n'accuse des retards ou puisse ne pas être entièrement réalisé, compte tenu de l'expérience acquise par le passé, le cadre dans lequel l'argent doit être décaissé n'est pas différent des politiques bien connues qui ont échoué.

Déjà, seulement la moitié des ressources additionnelles destinées au FMI était immédiatement mise à disposition par quelques États membres. D'après le Rapport de la CNUCED sur le Commerce et le Développement 2009, « seulement une partie de la nouvelle affectation des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) profitera aux pays qui ont le plus besoin de disponibilités de trésorerie au niveau international : puisque les DTS additionnels seront affectés aux membres du FMI selon leurs quotas, seulement 80\$EU milliards seront alloués aux pays en développement à faible et à moyen revenu ».

Cette situation montre clairement que ces pays, en particulier ceux d'Afrique qui ont réellement besoin du soutien financier multinational en ce moment de crise, n'en recevront que peu, mais même ce qu'ils vont finalement recevoir arrivera lentement, allant ainsi à l'encontre du but que l'on s'est proposé. Ceci, aggravé par l'incapacité de revoir les principes qui ont guidé les conditions de politiques liées au prêt, conduirait en fin de compte comme par le passé, les pays emprunteurs à une crise plus profonde.

Une nouvelle étude menée par le Centre de Recherche économique et politique, intitulée « *Politiques macroéconomiques soutenues par le FMI et la récession dans le monde : Un examen de quarante et un pays emprunteurs* », confirme aussi que rien n'a beaucoup évolué, car le mantra d'ajustement structurel de la réduction de la masse salariale, de privatisation et de libéralisation prédomine toujours. C'est la situation dans laquelle se trouvent 21 pays africains, ce qui les a obligés de retourner à l'époque des PAS où des tarifs plus élevés étaient imposés aux services publics, tels que l'eau, l'énergie électrique, les licenciements des travailleurs des entreprises privatisées de l'État et le gel des emplois dans le secteur public.

Il n'est pas donc surprenant de constater que, dans le cadre des programmes du FMI mis en place pour Sao Tome et Principe et le Sénégal, l'objectif est de réduire les déficits budgétaires jusqu'à moins de 3 pour cent du PIB, ce qui est réalisable par la compression des dépenses. En Côte d'Ivoire et en Ethiopie, les objectifs fixés pour 2009 sont même plus rigoureux, à savoir moins de 2 pour cent du PIB. L'objectif des Programmes du FMI est de ramener l'inflation en Côte d'Ivoire, au Malawi et au Congo à moins de cinq pour cent. D'autres pays africains, tels que le Burkina Faso, le Burundi, la République Centrafricaine, le Gabon, La Gambie, le Ghana, le Libéria, le Mali le Niger, les Seychelles, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Togo et la Zambie, souffrent du même sort. (Voir page 17 pour le Rapport de l'Etude. L'Etude complète est accessible à www.cepr.net).

Tout ceci face à la crise économique mondiale qui a déjà aggravé les difficultés de l'Africain moyen !

Pire encore, les appels lancés en faveur des réformes de ces mêmes institutions semblent ne pas recueillir l'attention qu'ils méritent. La réaction vis-à-vis des réformes s'est présentée jusqu'ici sous forme de promesses, comme il est indiqué dans le Communiqué publié à l'issue du Sommet du G20 qui s'est tenu à Pittsburgh.

« Nous nous engageons à modifier la quote-part du Fonds monétaire international (FMI) d'au moins 5 pour cent en marchés dynamiques émergents et pays en développement de pays surreprésentés aux pays sous-représentés, en se servant de la formule actuelle de quota comme base de calcul. Aujourd'hui, nous avons tenu notre promesse de contribuer plus de 500\$EU milliards dans le cadre des nouveaux Arrangements d'emprunt renouvelés et élargis mis en place par le FMI.

Nous avons souligné l'importance de l'adoption d'une formule dynamique à la Banque mondiale qui reflète essentiellement le poids économique émergent des pays et la mission développementale de la Banque mondiale, et qui génère une hausse d'au moins 3 % du droit de vote pour les pays en développement et en transition au profit des pays sous-développés.

En effet, des signaux qui se dégagent des réunions de la Banque mondiale qui se sont tenues en automne indiquent que les engagements de procéder aux réformes ne resteront que des engagements de nom, étant donné que le Directeur-Général du FMI, Strauss-Kahn, a proposé qu'un autre Japonais remplace le Directeur-Général adjoint de nationalité japonaise qui part en retraite. Ceci indique clairement que le *statu quo* du Directeur-Général européen du Fonds et du Président américain de la Banque serait maintenu, malgré les promesses de réformes de la structure de gouvernance.

Le commerce des produits de base constitue un domaine majeur où les pays africains ont été durement touchés, avec la baisse sensible des cours de ces produits. Même dans ce domaine, l'on peut attribuer cette situation à la financiarisation du commerce à terme des produits de base la bourse des produits de base où domine la spéculation plutôt que les fondamentaux du marché tel que la demande et l'offre. Il y a lieu d'améliorer les mesures réglementaires en vue d'empêcher les fluctuations des cours des produits de base qui résultent de la pure spéculation, sinon même après les efforts provisoires déployés pour endiguer les impacts de la crise mondiale, le problème va resurgir.

Un autre domaine crucial qui mérite d'être examiné est celui de la dette. Les paiements dans le cadre du service de la dette pour les 49 pays à faible revenu sont estimés au total à environ 26 milliards \$EU pour 2009 et 2010 ; ce sont ces pays qui sont les plus touchés par la crise. Il serait souhaitable, tout comme ce qui a été fait pour les pays victimes du tsunami, d'accorder à ces pays un moratoire de la dette publique. Ceci leur accordera un moment de répit jusqu'à ce que la crise prenne fin.

La nécessité pour les pays en développement, en particulier les pays africains, de repenser leurs relations avec le monde développé est aussi crucial pendant cette crise. Comme il a été à juste titre fait remarquer durant la Seconde Réunion annuelle conjointe de la Conférence des Ministres de l'Economie et des Finances de l'UA et la Conférence des Ministres des Finances, de la Planification et du Développement économique de la CEA qui s'est tenue au Caire en juin, il est grand temps que l'Afrique 'réorganise' sa façon de s'engager avec le monde extérieur et vice versa. Un autre facteur qui s'est dégagé lors de la réunion était la nécessité d'un 'Consensus du Caire' qui demande que la voix de l'Afrique soit entendue davantage en vue d'influencer les processus de politique économique, les normes et la gouvernance générale au niveau mondial (voir page 8).

Ainsi, en dehors des appels en faveur des réformes dans le domaine financier international en matière politique et institutionnelle, les pays africains eux-mêmes doivent se préparer à assurer qu'ils parlent d'une seule voix en ce qui concerne les changements qu'ils veulent voir intervenir dans le système financier mondial en vue de la transparence et de la bonne gouvernance.

La crise financière mondiale et le mécontentement de plus en plus répandu en Afrique

*Au départ, on croyait que les économies africaines étaient immunisées contre la crise financière mondiale ; toutefois, la crise est en train de les déchirer au fur et à mesure que les emplois disparaissent, les usines ferment définitivement leur porte, l'inflation et le coût de la vie montent en flèche. La réaction des gouvernements africains face à la crise n'a pas été impressionnante, écrit *Kwesi W. Obeng.*

Le Réseau d'Afrique sur le Commerce (ATN) a conseillé vivement aux gouvernements africains de se ressaisir et de s'attaquer aux impacts immédiats de la crise financière mondiale et de prendre des mesures concrètes pour transformer l'économie agraire du continent qui dépend des minéraux en une économie plus robuste, diversifiée et concurrentielle ou courir le risque d'être marginalisés davantage au niveau international.

L'ATN a lancé cet appel lors de sa 12^e Réunion annuelle de Stratégie qui s'est tenue à Accra, au Ghana, du 11 au 14 août 2009 sur le thème « l'Afrique et les Crises financières et économiques mondiales ».

Les « crises multiples et simultanées – *financière, alimentaire et énergétique* – ont mis en relief le caractère fragile des économies africaines et leur subordination au sein de l'Ordre économique international », a affirmé une déclaration de six pages adoptée à l'issue de la réunion de quatre jours. La réunion a aussi connu la participation d'autres réseaux des organisations de la société civile, y compris des syndicats, organisations des femmes, agriculteurs, groupes de foi et ONG qui œuvrent dans les domaines financier, commercial, d'investissement, de développement économique, de justice économique et climatique.

Le groupe a aussi demandé aux nations africaines de rejeter carrément toute solution susceptible d'aggraver le bien-être déjà précaire des Africains et d'accorder la priorité à la mobilisation des ressources internes, y compris la mise au point de mécanismes appropriés de financement et d'investissement qui permettent à l'Etat de jouer un rôle constructif dans les domaines financier, du crédit et de l'investissement.

L'ATN a dit que ceci renforcera la stabilité et la résistance socio-économiques et politiques à toute crise financière et économique mondiale future, et permettra aux 850 millions d'habitants du continent de jouer un rôle plus actif et plus constructif sur le plan international.

Espoirs anéantis

Considérée au départ comme indemne de la crise financière et économique mondiale la plus dévastatrice depuis la Deuxième Guerre Mondiale, l'Afrique s'avère être l'une des régions les plus touchées du monde depuis que l'économie mondiale a commencé à s'effondrer en 2008.

La raison principale avancée, selon laquelle ces pays éviteront les pires impacts des crises financières et économiques, était que l'Afrique est peu intégrée dans le système financier mondial. Que ces analyses se sont avérées fausses !

De Dakar à l'ouest et de Dar es Salaam à l'est à Cape Town à l'extrême sud de l'Afrique, les impacts du bouleversement financier et économique sont trop évidents : les activités économiques en déclin se manifestent au niveau de la fermeture des industries, de la compression d'emplois, des revenus fiscaux en baisse, des difficultés de balance des paiements et de la diminution massive d'aide et des dépenses relatives aux services sociaux. La région toute entière se trouve aux affres d'une « double compression » de ses balances commerciales qui résultent des volumes et valeurs faibles enregistrés au niveau des exportations.

Baisses

La croissance réelle du PIB de l'Afrique va passer d'une moyenne de 6% entre 2004 et 2008 à 1,75% cette année, dit le *World Economic Output* du FMI (Octobre 2009) intitulé « Soutenir la Reprise ».

Selon les prévisions du FMI, le niveau de la pauvreté pourrait aussi augmenter de façon sensible dans la région sub-saharienne au fur et à mesure que le PIB réel par tête d'habitant diminue en 2009 – la première baisse depuis dix ans –, le niveau du chômage monte, et la région souffre du manque de filets de sécurité sociale de grande portée.

Pire encore, ces nations ne disposent pas d'assez d'espace fiscal pour leur permettre de prendre les mesures nécessaires en vue de protéger l'économie en général et les groupes vulnérables touchés par la crise. Il n'est donc pas surprenant que les groupes marginalisés, y compris les femmes, n'aient pas fait l'objet d'assistance ciblée pour faire face à ces crises. Il est donc probable que les réponses de politique à la récession financière et économique aux niveaux national, régional et même international pourraient finir par exacerber les injustices.

Cela ne pourrait être plus désastreux. Survenant juste après les chocs des prix alimentaires et énergétique dans le monde, la crise financière mondiale fait accroître le nombre de familles africaines qui vivent dans la misère. La Banque mondiale prévoit que 53 millions de plus de personnes, la plupart d'entre eux se trouvant en Afrique, vivront dans la misère en 2009.

Diversification

Ces crises soulignent encore une fois la nécessité impérieuse pour les pays africains de transformer et de diversifier leurs économies. Ces mêmes crises mettent en relief les nouvelles opportunités inexplorées de créer une économie différente, plus résistante, mieux intégrée et plus compétitive – détachée de l'économie héritée du colonialisme et fondée sur l'exportation des matières premières et de minéraux en gros, et l'importation de biens manufacturés de base qui pourraient facilement être produits à peu de frais sur le continent.

'Ceci reflète', affirme l'ATN, 'la faiblesse ou la non-existence du secteur industriel dans le pays ; la base peu solide, désarticulée de la production interne ; la étroitesse des marchés nationaux et la

fragmentation des marchés régionaux ; et les systèmes et services financiers et d'autres infrastructures orientés essentiellement vers le commerce extérieur et les besoins et les circuits des capitaux internationaux'.

La gravité et l'ampleur de ces crises ont un impact sur la capacité productive du continent et les populations soulignent aussi, même si à un niveau plus dramatique, les vulnérabilités structurelles, aggravées par trois décennies d'application sans interruption de politiques néolibérales discréditées de libéralisation tout azimut du commerce et de l'investissement, de déréglementation et de privatisation du secteur public en Afrique.

De plus, la 'triple alliance' de crises financière, pétrolière et alimentaire amplifie les fragilités systémiques des économies africaines et leur subordination au sein du dogme économique international qui prédomine, à savoir le néolibéralisme.

Déjà, l'ampleur de la crise mondiale et la crainte qu'elle a engendrée ont poussé la majorité des pays africains au sud du Sahara, y compris les économies de la région dont la performance est élevée, tels que le Botswana, le Ghana, le Mali, le Mozambique, le Rwanda, le Sénégal, la Tanzanie et l'Ouganda, dans les bras glacés de l'établissement de Bretton Woods et de ses institutions apparentées.

Les programmes d'ajustement structurel mis en œuvre au cours de ces trente dernières années ont ouvert les régions en développement du monde, en particulier l'Afrique, à l'exploitation, exposant ainsi inutilement ces pays aux faiblesses inhérentes dans le système financier mondial où ils ne jouent qu'un rôle insignifiant.

Politique de pure forme

Il est vrai que très peu de pays africains peuvent offrir une nouvelle impulsion pour remettre leurs économies sur la bonne voie, mais la réaction des gouvernements africains aux crises financières et ultérieurement économiques était léthargique, fragmentée et simplement insuffisante.

C'est dans ce contexte que le Réseau d'Afrique sur le Commerce (ATN) s'est réuni à Accra. Selon l'ATN, la réponse de l'Afrique aux crises mondiales doit se situer à deux niveaux. En premier lieu, l'ampleur de la crise et ses impacts sur les pays africains exigent des mesures urgentes et des ressources additionnelles pour combler les écarts de financement, et la détermination à mettre en œuvre des mesures pragmatiques susceptibles d'endiguer les effets immédiats. Plusieurs estimations ont été avancées comme l'écart en ressources provoqué par ces crises.

A titre d'exemple, la Banque africaine de développement (BAD) estime que l'Afrique dans l'ensemble est confrontée à un écart de ressources d'environ 50\$EU milliards pour cette année et de 56\$EU milliards pour 2010.

Le FMI estime aussi qu'on aura besoin d'un montant supplémentaire de 25\$EU milliards au minimum en 2010 pour faire face aux chocs de balances des paiements dans 22 pays à faible revenu où les effets conjugués des crises financière, alimentaire et pétrolière ont sensiblement fait tomber les réserves en dessous du niveau qui correspond à environ trois mois de couverture d'importation des biens et services.

En deuxième lieu et à long terme, l'ATN préconise que les gouvernements africains adoptent et mettent en œuvre des mesures proactives dans les domaines cruciaux qui sont le commerce, les finances et la production en vue de réorienter leurs économies vers la recherche du développement durable et équitable. L'ATN déplore donc le fait que le Fonds monétaire international a la responsabilité de déboursier les fonds destinés à faire face à ces crises 'sans être accompagné des réformes sur les conditionnalités politiques'.

De nombreux rapports et analystes ont exprimé leur préoccupation face à la structure actuelle de prise de décisions et au mandat du FMI et d'autres IFI au sein desquels l'Afrique et d'autres régions en développement sont fortement sous-représentées ; ce qui permet à ces institutions financières de rétablir le contrôle à partir de l'extérieur sur les décisions politiques des pays plus pauvres.

En effet, un nouveau rapport publié par le Centre de Recherche économique et politique (CEPR) révèle que les accords conclus par le FMI avec 30 pays, dont la plupart se trouvent en Afrique, aggraveront la crise économique dans ces nations. Le CEPR est un Groupe de Réflexion basé à Washington.

En novembre 2008, la Conférence ministérielle africaine sur la crise financière mondiale s'est tenue à Tunis, en Tunisie. Depuis lors, il y a eu des réunions similaires à travers la région – de Dar es Salaam au Caire – en vue de mettre au point des instruments et stratégies dont l'Afrique aura besoin pour contenir la récession et accélérer la transformation économique de l'Afrique.

Lors de la réunion organisée conjointement par la BAD, l'Union africaine et la CEA à Tunis, il a été créé un Comité de dix membres (C-10), composé des ministres des finances des pays suivants : Cameroun, Egypte, Nigeria, Afrique du Sud, Tanzanie et les gouverneurs des Banques centrales représentants l'Algérie, le Botswana, le Kenya, les Etats de l'Afrique centrale et les Etats de l'Afrique de l'ouest.

Le C-10 a le mandat de suivre de près l'impact de la crise financière sur les économies africaines et l'évolution liée à cette situation. Le Groupe était aussi chargé de formuler des propositions sur la meilleure façon de contribuer au débat international dans le cadre du G-20.

Révision

Dans un document présenté à la réunion du G-20 tenue en mars, le C-10 a recommandé que les critères de sustentation de la dette soient révisés et que les pays développés affectent 0,7 % de leur offre d'incitation aux pays en développement pour calmer l'orage financier mondial. Les gouvernements africains ont aussi demandé que des réformes soient entreprises au sein des IFI pour que la voix des pays en développement soit entendue. Ils ont aussi réitéré leurs revendications pour le retour des richesses volées et la réforme du paradis fiscal.

La BAD avait dit plus tôt qu'elle disposait de suffisamment de capitaux pour pouvoir doubler les prêts jusqu'à environ 11\$EU milliards par an pendant les cinq prochaines années. La Banque régionale a reçu 'un nombre sans précédent de demandes'. En fait, la BAD estime que la totalité de son financement s'élèvera à 15\$EU milliards rien que pour l'année 2009. Cela représente environ trois fois les prévisions avant la crise. A l'instar de toutes les économies du continent qui dépendent des

ressources minières, le Botswana, l'une des démocraties les plus stables et des nations les plus prospères d'Afrique, a vu son énorme industrie de diamants décimée par la crise économique mondiale. La BAD a depuis lors accordé au compte-goutte 1,5\$EU milliards au Botswana, ce qui représente le premier prêt du pays depuis 17 ans. Le prêt représente aussi le plus grand prêt accordé par la BAD à un seul pays.

A l'instar du Botswana et de plusieurs autres nations africaines, le Ghana, une autre démocratie et économie émergentes, s'est retourné aux mains glaciales du FMI pour un prêt de 1,02\$EU milliards après deux ans d'interruption.

L'ATN a ainsi exhorté les nations africaines à mettre au profit les sources alternatives et plus diversifiées de financement 'et a assuré que ces sources ne sont pas contraintes par les engagements qui les lient dans les négociations multilatérales et bilatérales, tels que l'Organisation mondiale du commerce et les Accords de Partenariat Economique'

Les participants ont suggéré que les gouvernements africains doivent aussi rejeter toute autre libéralisation des services ; les disciplines réglementaires internes qui limitent leur capacité à réglementer les services ; et la libéralisation des marchés publics des services.

Rechute

L'ATN a averti que les pays africains risquent de retomber dans une nouvelle crise de la dette, au fur et à mesure que leurs revenus diminuent.

L'ATN a noté que la crise financière écrasante 'trouve ses origines dans les politiques de réglementation financière émanant des pays de l'ouest et imposées aux pays en développement. Ces politiques ont encouragé la recherche de financement comme une fin en soi et, avec des formes extrêmes de déréglementation bancaire dans les pays occidentaux, ont engendré des pratiques et la spéculation financières irresponsables au niveau des marchés de capitaux et de monnaies, accompagnées de fluctuations violentes dans les flux de capitaux et une restriction à long terme d'investissement productif, notamment en Afrique'.

D'après l'ATN, 'les nouvelles mesures proposées dans le cadre du Cycle de Doha des négociations à l'OMC, ainsi que les propositions des termes des Accords de Partenariat Economique (APE) vont priver les pays africains de l'espace politique dont ont besoin ces gouvernements pour la formulation et la mise en œuvre des politiques susceptibles d'aider à résoudre les problèmes liés à ces crises et au développement à long terme du continent'.

S'agissant du Cycle de Doha de l'OMC, l'ATN a exhorté les gouvernements africains à rejeter les réductions des tarifs NAMA, susceptibles de réduire le nombre des industries actuelles et futures et de provoquer d'autres pertes d'emploi sur le continent, à rejeter la poursuite de la libéralisation des services, les disciplines réglementaires intérieures (qui limitent leur capacité de réglementer les services) et la libéralisation des achats publics de services.

La crise financière et la récession économique qui en découle ont tout bouleversé, en particulier dans les pays qui dépendent des produits de base en grandes quantités à travers la région. Dans ce contexte, l'ATN a exhorté les gouvernements africains à initier une nouvelle série de politiques en vue de promouvoir la valeur ajoutée et encourager l'obligation de rendre compte au niveau de la négociation des contrats d'exploitation des minéraux.

Les contrats miniers actuels profitent aux sociétés minières de façon disproportionnée. Pour remédier à ces déséquilibres, un certain nombre de pays africains, y compris la RDC, le Ghana, le Mali et la Tanzanie, ont entrepris des initiatives indépendantes en vue de revoir et de réviser les contrats et régimes miniers existants. Mais ces révisions se sont ralenties ou elles ont été complètement abandonnées au fur et à mesure que les cours des minéraux plongent à leur niveau le plus bas depuis une décennie.

En effet, la Zambie, un pays qui, jusqu'au début de la crise financière avait adopté une série de lois pour accroître ses recettes de l'exploitation du cuivre et du cobalt grâce à la taxe sur les bénéfices exceptionnels et augmenté l'impôt sur les sociétés et les redevances, a abandonné cette politique, car les cours du cuivre ont baissé sensiblement et les sociétés minières ferment leurs installations et les emplois s'effritent dans la région d'exploitation du cuivre du pays.

On estimait que l'initiative audacieuse prise par les pays de l'Afrique australe aurait introduit une nouvelle vague de révisions significatives des régimes miniers dans toute l'Afrique, et peut-être dans le reste du monde en développement où les populations locales sont privées de leurs terres et de leurs moyens d'existence, alors que les sociétés multinationales et le petit clic mais restreint d'oligarques profitent des bénéfices miniers. Est-ce qu'une reprise importante de l'économie mondiale permettra à la Zambie et à d'autres pays africains exportateurs de produits de base d'avoir assez de force pour réintroduire ces nouvelles lois en vue de maximiser les avantages découlant de l'exploitation minière ? Peut-être.

Selon le tout dernier rapport du FMI, l'économie mondiale se redresse de la récession ; mais il est aussi évident que la reprise est lente et elle ne sera pas nécessairement sans peine. Le Fonds prévoit que la reprise sera lente au mieux, précisément parce que les forces politiques qui font avancer la reprise en cours perdront progressivement de force, et les puissances financières réelles restent faibles'.

Et avec la baisse sensible de la croissance au niveau des grandes économies africaines et influentes comme l'Afrique du Sud – le PIB va passer de 3,1% en 2008 à -2,2% en 2009 – et le Nigeria qui dépend du pétrole brut – de 6,0% en 2008 à 2,9% en 2009 –, les gouvernements africains, les blocs économiques régionaux et l'Union Africaine ne peuvent pas se permettre d'être détournés de la mise en œuvre des politiques qui pourraient aider le continent à faire face de façon décisive aux impacts à court terme et à déblayer la voie pour transformer l'économie africaine dans les plus brefs délais.

**Kwesi W. Obeng est Rédacteur adjoint, African Agenda.*

Les Ministres africains sont invités à profiter de la crise mondiale

*La crise financière, quelque soient ses effets pervers sur les pays africains, peut être une opportunité pour ces derniers d'œuvrer en faveur d'une réorientation de l'architecture financière mondiale et de repenser le rôle des états et des marchés, rapporte * Yao Graham*

La Conférence de 2009 des Ministres Africains du Commerce qui s'est déroulée au Caire en Egypte les 6 et 7 juin 2009 a été caractérisée par de vifs débats à propos de la nature, des impacts, des implications et des réponses de politique que les pays africains doivent adopter face à la crise économique et financière mondiale. La conférence de deux jours qui est officiellement la seconde réunion annuelle conjointe de la Conférence des Ministres des Finances de l'UA, et de la Conférence des Ministres de la Planification et du Développement Economique de la CEA, avait pour thème « Améliorer l'efficacité des politiques fiscales en vue d'une mobilisation efficace des ressources internes ».

Lors de la session d'ouverture, le Ministre des Finances de l'Egypte, Youssef Butros Ghali, qui a présidé à la conférence a fait remarquer que s'il s'agissait d'un très mauvais moment pour être ministre des finances, l'Afrique doit profiter de la crise. « Profitons de cette crise pour reformuler la manière dont nous traitons avec le monde extérieur et la manière dont le monde extérieur traite avec nous. Changeons la façon dont nous menons nos affaires, a-t-il conseillé. Pour sa part, Jean Ping, le Président de la Commission de l'Union Africaine a noté l'effondrement de l'intégrisme du marché face à la crise ainsi que la fracture du Consensus de Washington. Il se demandait si le moment n'était pas venu pour l'Afrique de tracer une nouvelle voie fondée sur le « Consensus du Caire ». Dans son allocution d'ouverture, Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif de la CEA a noté que « la crise économique et financière a de justesse ouvert à nouveau les débats sur les rôles des états et des marchés. La préoccupation de l'Afrique doit être le renforcement de la capacité des états en vue de promouvoir et d'accélérer le développement en œuvrant en tandem avec les entreprises privées ».

Réaffirmation

La réunion a, à plusieurs égards, réaffirmé la conviction selon laquelle ni l'État ni le marché ne peut en soi réaliser l'objectif final du développement. On se rend compte que la voie réelle vers la croissance et le développement durables émane d'un mélange pragmatique de marchés et d'action de l'État, en tenant compte des défis de développement spécifiques à chaque pays.

Certaines caractéristiques communes ont été identifiées, telles que les stratégies de développement actives, en particulier les politiques industrielles qui créent au lieu de choisir les gagnants ; la détermination des buts et politiques clairs pour l'économie sur le plan de la promotion des exportations, l'investissement dans le capital humain et l'affectation des crédits par l'intermédiaire des institutions stratégiques. La réunion s'est aussi rendue compte de la nécessité de réduire au minimum les insuffisances bureaucratiques et d'améliorer les méthodes innovatrices de coordination économique.

Les délégués ont lancé plusieurs appels intéressants. Peut-être que l'appel le plus véhément lancé par presque tous les intervenants le premier jour allait dans le sens que la voix de l'Afrique doit se faire entendre mieux en milieux de gouvernance économique mondiaux. Des appels très précis ont été

lancés pour que davantage de pression soit exercée afin que les réformes du FMI figurent de façon permanente au programme de l'Afrique. L'Égypte, le Kenya, le Gabon, l'Ouganda, le Soudan et le Mozambique se sont fait le plus entendre à cet égard. Ces pays ont insisté pour qu'il y ait un 'Consensus du Caire' qui exige que la voix de l'Afrique soit entendue plus en vue d'influencer les processus de politique économique, les normes et la gouvernance générale au niveau mondial.

Les travaux de la conférence ont été structurés autour de deux panels de haut niveau qui ont abordé les implications de la crise mondiale et les défis que pose le thème de la conférence.

Le premier panel sur « les implications de la crise financière et économique mondiale pour le développement à long terme de l'Afrique » était composé de : Maxwell Mkwezalamba, Commissaire chargé des Affaires Economiques auprès de la Commission de l'Union Africaine, Jomo Kwame Sundaram, Secrétaire Général Adjoint de l'ONU chargé du Développement Economique, Cyril Nwanze, Président du Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), Supachai Panitchpakdi, Secrétaire Général de la CNUCED et Leonce Ndikumana, Directeur de la Recherche à la Banque Africaine de Développement. Suivant leurs différents points d'entrée, les membres du panel ont mis en relief les implications négatives graves de la crise pour l'Afrique et l'insuffisance des réponses de politique mondiale pour ce qui concerne l'Afrique.

M. Janneh et M. Ping ont tous deux parlé de l'importance du fait que les donateurs ne réduisent pas les flux de l'APD.

Jomo Sundaram a attiré l'attention sur la tendance à la baisse de l'aide bien avant le déclenchement de la crise. Les estimations de flux de l'APD vers l'Afrique en 2009 qui s'élèvent à 26 milliards de dollars est insignifiant par rapport l'engagement total de 2 trillions de dollars du G-20 face à la crise. Il a souligné que la croissance en Afrique allait baisser nettement en 2009. En proposant l'adoption des politiques d'impulsion, il a reconnu que le défi que pose la destruction de la capacité interne de production par des années de libéralisation. Il a mis l'accent sur l'importance du fait que l'ONU devienne le site de coordination des réponses internationales à la crise mondiale.

Crise de la dette

Supachai Panitchpakdi a mis en garde contre une nouvelle crise imminente de la dette dans les pays en développement en raison des pressions sur leur balance de paiement provenant de la baisse des recettes d'exportation et du coût élevé des importations et du crédit et a lancé un appel à des mesures d'allègement de la dette. Il a critiqué les impacts négatifs que les APE ont sur les efforts d'intégration régionale de l'Afrique et a invité les pays africains à reconnaître la valeur d'agir ensemble dans le cadre des négociations économiques et des forums de l'OMC et du changement climatique.

La baisse des recettes d'exportation de l'Afrique est estimé à entre 800 milliards de dollars EU et 1 trillion soit 13% de la réduction du commerce mondial, un déclin des exportations entre 30 et 60%, un manque à gagner dans les flux de capitaux vers les pays en développement d'environ 1 trillion de dollars EU. Les taux de croissance pendant la période 2006 et 2007 était de 6 à 7% mais ces taux vont probablement baisser et vont se situer à entre environ 2 et 3 pourcent en 2009.

La situation africaine est aggravée par les contraintes telles que les exigences fiscales du FMI afin de favoriser la relance ; la plupart des pays africains ont perdu leurs capacités productive en raison des

politiques de libéralisation économiques ; la majorité des institutions, des marchés et systèmes en place est procyclique en matière d'orientation de politique ; la politique monétaire n'est pas assez efficace pour faire face à l'impact de la crise financière.

Dans les débats qui ont suivi, quelques intervenants ont affirmé l'importance des politiques contre-cycliques pour faire face à la crise. Le Ministre des Finances du Maroc a énoncé quelques-unes des mesures d'incitation que son pays a mises en œuvre. D'autres intervenants ont critiqué le rôle qui est confié au FMI dans l'octroi des prêts destinés à la gestion de la crise et la question plus large de ses conditionnalités et du déséquilibre des forces dans les institutions de Bretton Woods. Il y a eu une proposition pour la nouvelle répartition des DTS qui doit être fondée sur les besoins et non la taille de la quote-part. Si l'on utilise les quotes-parts, 45% des nouveaux DTS seront alloués à sept pays seulement.

Ressources internes

Le second panel qui a fait ses présentations le second et dernier jour de la conférence a abordé le thème : la politique fiscale et la mobilisation des ressources internes : les options de politique pour l'Afrique. Les orateurs étaient Patrick Osakwe de la CEA, Zia Qureshi de la Banque mondiale, Martin Khor du South Centre et deux Ministres Africains, Ato Sufian Ahmed de l'Ethiophe et Nhlahla Nene, Ministre Adjoint des Finances de l'Afrique du sud.

M. Osakwe a mis l'accent sur les implications fiscales de la crise financière en Afrique compte tenu notamment de la baisse des revenus en raison du déclin des activités économiques, de la réduction éventuelle des flux d'aide, des pressions sur les dépenses dues à la nécessité de protéger les groupes vulnérables et la dépréciation des monnaies. Il a identifié les domaines cruciaux pour la mobilisation des ressources tels que le renforcement du recouvrement des revenus et la stimulation de l'épargne privée. Dans sa conclusion, il a souligné la nécessité d'adopter des politiques fiscales contre-cycliques pour atténuer les effets de la crise, améliorer la mobilisation des ressources internes en vue de réduire la dépendance des fonds externes et de consentir des efforts pour consacrer plus d'APD au renforcement des capacités de mobilisation des ressources internes.

Priorités

Selon Ziad Qureshi, la crise économique mondiale exige une réponse mondiale fondée sur six domaines prioritaires. Il s'agit : d'une réponse fiscale adéquate pour soutenir la croissance et protéger les pauvres en accord avec le maintien de la stabilité macroéconomique, d'une amélioration du climat d'investissement tout accordant une attention particulière au renforcement des systèmes financiers, la réalisation des objectifs de développement humain à travers le secteur privé, d'une augmentation de l'aide et une amélioration de l'usage de l'aide privée dans les pays pauvres et une renonciation au protectionnisme du commerce et des investissements.

Martin Khor a offert un éventail de mesures pour répondre à la crise mondiale. Ces mesures portent notamment sur un examen et une réforme des systèmes financiers et économiques internationaux en vue d'assurer qu'ils disposent de l'espace de politique adéquate pour faire face à la crise nationale. Il faudra également se prémunir contre un nouvel protectionnisme commercial tel que proposé dans les politiques et les législations sur le changement climatique dans quelques pays développés. Khor a souligné la nécessité de réformer le FMI pour que son rôle de créditeur soutient les politiques contre

cycliques. Le présent déséquilibre grave au niveau des droits de vote et de la prise de décision doit être corrigé.

Le principal message dans la présentation d'Ato Ahmed est que l'Afrique doit renforcer sa capacité à mobiliser l'épargne interne en vue d'accélérer la formation du capital brut. La politique fiscale est un instrument essentiel à la poursuite d'une gamme élargie des objectifs de développement mais après des décennies de gestion inefficace de la politique fiscale et l'accumulation de la dette suivies d'une période de restriction fiscale, le moment est venu pour un nouveau paradigme dans la politique fiscale. Dans le cadre de ce nouveau paradigme, il est nécessaire d'assurer que la consolidation à long terme des finances publiques n'empêche pas un usage plus actif des instruments de politique fiscale en faveur du développement.

Recette fiscale

Dans sa présentation, Nhlahla Nene a fait remarquer que la mobilisation des recettes fiscales adéquates garantit l'appropriation de la politique et de la détermination des programmes prioritaires. Il a reconnu que le remplacement de l'aide par les impôts était très complexe compte tenu des défis que pose cette substitution, à savoir les taux appropriés d'impôts, l'assiette fiscale, le type d'administration et de législation à mettre en place aux fins d'imposition. Il a proposé qu'il faudrait aider les pays qui dépendent de l'aide à adopter des politiques contre cycliques pour pallier aux effets négatifs de la crise économique. Une telle assistance doit inclure la réalisation des engagements d'aide pris par les bailleurs de fonds, la prévisibilité accrue de l'aide au niveau des pays et l'adaptation des décisions de dépenses aux effets immédiats de la crise avec un accent particulier sur le développement des infrastructures surtout dans les secteurs du transport, de la télécommunication et de l'énergie.

La résolution finale adoptée par les Ministres des Finances invite les pays africains à être sélectif dans l'usage des incitations fiscales ainsi que des exonérations dans la promotion des investissements étrangers et d'adopter une approche progressive à la libéralisation multilatérale du commerce en vue d'assurer que les réformes commerciales n'érodent pas l'assiette fiscale et ne mettent pas en péril la réalisation des objectifs de développement national.

Quelques unes des résolutions du G-20 ont été saluées comme un léger changement de politique mais de nombreux intervenants ont décrié l'absence de détail, de calendrier et de mécanisme de responsabilisation dans la déclaration du G-20. Il a été noté qu'aucune somme n'a été déboursée dans le cadre des fonds promis. Le FMI n'a déboursé que 20 milliard de dollars EU sur les 50 milliards prévus.

Les intervenants veulent l'accélération du déboursement de 100 million de dollars EU à la Banque Africaine de Développement. Il a été noté que le FMI a mis de coté 100 milliards EU pour les PMA mais les conditionnalités qui accompagnent le déboursement de cette somme empêcheront les pays qui en ont le plus besoin d'y avoir accès. Les délégués à la conférence estiment que les fonds doivent être mis à la disposition des PMA sans ces conditionnalités prohibitives.

Il y avait aussi des appels pour que l'ONU œuvre en vue d'assurer la réforme de l'architecture financière mondiale. Les délégués ont particulièrement lancé un appel à la réforme de l'économie internationale et le cadre général de l'économie internationale. Il y avait également des suggestions

suivant lesquelles l'ONU devrait jouer un rôle de leadership dans la réforme de la gouvernance économique internationale car l'ONU regroupe presque tous les pays du monde et en jouit en conséquence d'une légitimité qui lui permettrait de diriger cette réforme. L'ONU doit également assurer une réforme systémique globale et la mise au point d'un système financier inclusif et axé sur le développement et doit développer la capacité d'offrir une opinion alternative à ses membres.

**Yao Graham est le Rédacteur en Chef de African Agenda*

La crise financière mondiale renvoie le

Ghana dans les bras froids du FMI

Les crises financières et économiques mondiales ont exposé le caractère fragile des économies africaines, y compris celle du Ghana qui avait enregistré une croissance de 7,3% en 2008. Après une interruption de deux ans, le pays a fait volte-face au FMI pour obtenir 1,02\$EU milliards afin de soutenir son économie chancelante. Le prêt est accordé dans le cadre d'un programme d'ajustement structurel reconnaissable, assorti de conditionnalités, écrit ***Etornam Mawunyatorgbi**.

Une inflation galopante et la dépréciation de la monnaie locale, le cedi, ont renvoyé le Ghana dans les bras froids du Fonds monétaire international (FMI), après une interruption de deux ans.

Le Ghana n'a contracté aucun emprunt du FMI en 2007 et 2008. A l'instar d'autres pays africains qui ont été fortement et négativement touchés par une crise financière mondiale qu'ils n'ont pas déclenchée, le Ghana s'est engagé de nouveau avec le programme et les conditionnalités rigoureuses d'assistance financière du Fonds.

En juillet dernier, le gouvernement de John Atta Mills avait annoncé qu'il est parvenu à un accord avec le FMI pour recevoir un montant de 1,02\$EU milliards pour soutenir sa balance des paiements pendant les trois prochaines années, dont 600\$EU millions seront déboursés d'ici au 31 décembre 2009.

La décision de ne plus contracter des emprunts du FMI a été prise par le gouvernement de John Kufuor après avoir gagné un deuxième mandat de quatre ans en 2004. Par conséquent, la nation a commencé à rechercher les mêmes sources de développement à partir des sources sur le marché international.

En septembre 2007, le Ghana est devenu le deuxième pays sub-saharien, après l'Afrique du Sud, à emprunter par l'euro-obligation, réunissant ainsi 750\$EU millions, ce qui a rapporté 8,5%.

Le président Mills a prêté serment le 7 janvier 2009 après l'avoir emporté sur le candidat à la présidence du gouvernement précédent, Nana Akuffo Addo, dans une élection âprement disputée. Kufuor s'est retiré après avoir accompli le maximum de deux mandats imposé par la constitution républicaine du

pays. La décision prise par le gouvernement précédent de se passer du FMI n'était pas cependant trop optimiste, étant donné que le pays avait joui des conditions macro-économiques assez stables au fil des années et l'administration s'était engagée à améliorer davantage la situation, assortie d'un programme de croissance à long terme (PPTE).

Qualifié du pire depuis la Grande dépression des années 30, certains économistes ont postulé que la présente récession économique mondiale constitue un test décisif de la stabilité que de nombreuses économies africaines ont connue au cours des dix dernières années.

La crise

Avec l'augmentation des prix des produits alimentaires et la crise pétrolière de 2008, la crise financière mondiale a imposé aux économies de l'Afrique sub-saharienne une inflation galopante, la dépréciation rapide des monnaies, la détérioration des termes de l'échange et la perte de l'emploi, notamment dans les secteurs manufacturier et tertiaire. Le Kenya et la Tanzanie, deux principaux pays réformateurs de l'Afrique de l'est, avec la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie, le Mozambique, Sao Tome et Principe et la Zambie se sont tous retournés au FMI pour l'assistance qui leur permettra de sortir de la récession financière et économique mondiale.

L'indice des prix, déterminé par l'indice des prix à la consommation, enregistré pour le mois de décembre 2007 était de 12,7%. Un an plus tard, l'indice des prix enregistré est monté à 19%. Animé notamment par des sources de dépréciation de la monnaie, le taux d'inflation a continué à monter jusqu'en 2009, enregistrant un taux de 29,7% à la fin du premier semestre de l'année.

En huit ans, le cedi a enregistré la pire dépréciation annuelle en 2008. Par rapport au dollar américain et à l'euro, le cedi s'est déprécié respectivement de 22,9 et de 19,1 pour cent. Le cedi s'est toutefois apprécié de 7,1% par rapport à la livre sterling au cours de l'année. On peut comparer ce chiffre aux dépréciations annuelles de 5,0% ; 6,9% ; et 17,5% enregistrés respectivement par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro en 2007.

Volatilité

Les taux de change sont restés volatiles en 2009. A la fin du premier semestre, le cedi s'est cumulativement déprécié de 6,2% par rapport au dollar américain, de 17,2% par rapport à la livre

sterling et de 11,5% par rapport à l'euro au cours du deuxième semestre de l'année. On peut comparer ces chiffres aux dépréciations de 11,5% ; 9,3% et 6,2% respectivement à la fin de mars 2009.

Même s'il s'agit de la même crise économique mondiale, les effets enregistrés ne sont pas les mêmes pour les économies dans d'autres régions du monde. On a observé que la crise a ralenti la croissance économique des économies développées et émergentes, d'où l'inflation dans les régions en développement du monde.

Les pays sub-sahariens, comme le Ghana, le Cameroun, le Kenya, l'Afrique du Sud et le Botswana, connaissent aussi une récession économique, sauf que la récession dans ces pays s'accompagne d'inflation galopante.

On peut assigner deux motifs à ce phénomène. Il y a d'abord la tendance à la baisse des exportations des pays en développement, due à la baisse de la demande au niveau mondial. En deuxième lieu, les cours des produits de base ont baissé de façon sensible depuis le début de la crise. La plupart des pays africains dépendent fortement de l'exportation des produits en vrac, comme le cuivre, l'or, le cacao et le café. Les pays exportateurs du pétrole n'ont pas nécessairement bien réagi face à la crise, car le cours du pétrole brut à l'heure qu'il est, est à peu près la moitié de ce qu'il était en juillet 2008.

L'effet en est que le Ghana, à l'instar d'autres pays sub-sahariens, est incapable d'obtenir suffisamment de devises étrangères pour couvrir ses importations par rapport à la situation qui existait juste avant le début de la récession économique mondiale.

Ceci peut en partie expliquer la raison pour laquelle plusieurs pays sub-sahariens, dont le Ghana, sont retournés au FMI pour demander l'aide. Le Fonds prête aux pays selon des termes concessionnels auxquels aucun prêteur sur le marché ne peut faire la comparaison, quel que soit le profile souverain de risque de crédit du pays.

Déficits

Les 600\$EU millions à déboursé cette année aidera notamment à augmenter les réserves internationales brutes du pays, à combler l'écart en devises étrangères auquel fait face le marché local.

Les données publiées par la Banque du Ghana, la Banque centrale du pays, montre que le déficit du commerce des marchandises a augmenté à 4,9\$EU milliards à la fin du mois de décembre par rapport à un déficit de 3,9\$EU milliards pour l'année 2007. De même, le déficit du compte courant a augmenté à 3,5\$EU milliards à la fin du mois de décembre 2008, de 2,2\$EU milliards en 2007.

A part la position commerciale extérieure défavorable, le transfert de fonds des institutions et Ghanéens vivant à l'étranger, une autre source importante de devises étrangères pour la nation, est en baisse depuis que la crise est devenue plus évidente. La totalité des transferts de fonds qui s'élève à 4,2\$EU milliards a été reçue au cours du premier semestre de cette année, soit 1,3% moins que le montant reçu pendant la même période de l'année passée.

Les réserves internationales brutes enregistrées à la fin du mois de juin cette année s'élevaient à 1,7\$EU milliards, juste assez pour couvrir 1,49 mois d'exportation des biens et services. Ce chiffre représente une baisse de 2,03\$EU milliards de réserves étrangères disponibles en décembre 2008.

A part le soutien pour la balance des paiements fourni par le FMI, la Banque mondiale a aussi approuvé un montant de 535\$EU millions dans le cadre du budget 2009 et des programmes dans d'autres secteurs.

L'offre comprend un crédit d'un montant de 300\$EU millions inclus dans le budget en faveur de la gouvernance économique et de la Réduction de la Pauvreté. Le reste constitue un soutien d'un montant de 225\$EU millions aux projets dans le secteur des transports et un Fonds de 10\$EU millions en faveur des ressources naturelles et de la gouvernance de l'environnement.

Dans le cadre des conditions de l'Association Internationale pour le Développement, ces montants font partie d'un montant total de 1,2\$EU milliards que la Banque se propose de donner au pays au cours d'une période de trois ans.

Le ministre des Finances et de la Planification économique, Kwabena Dufuor, insiste que le soutien de la Banque mondiale est très crucial, en particulier pour la situation budgétaire du pays. Le programme fiscal de l'administration du président Mills dépend d'une prévision de déficit budgétaire annuel de 9,4%, à partir d'un niveau élevé de 14,5% enregistré en 2008. Il semblerait que le soutien de la Banque est très crucial pour satisfaire les demandes de financement des déficits, et pour réduire la pression exercée sur l'emprunt à partir des sources internes.

La performance budgétaire pour le premier semestre de l'année a montré que le gouvernement est sur la bonne voie dans la réalisation de l'objectif qu'il s'est fixé pour l'année, sauf que le financement du déficit dépend toujours trop de l'emprunt interne, assorti d'une pression accrue qui s'exerce sur les taux d'intérêt internes. Les opérations fiscales pour la période ont abouti à un déficit de 700,2 millions de cédis, ce qui équivaut à 4,3% du PIB pour la même période en 2008.

Conditionnalités

Comme on peut s'y attendre, toutefois, le soutien accordé par les institutions de Bretton Woods, qualifié d'énorme par M. Duffuor, qui est aussi ancien gouverneur de la Banque du Ghana, est assorti de certains engagements de la part du gouvernement, car le déboursement de ces emprunts dépend de la satisfaction par le gouvernement de certains objectifs spécifiques rigoureux.

Ces engagements comprennent, entre autres :

- a. Le budget : ouverture d'un compte unique de Trésorerie ; amélioration de l'application de la loi relative aux achats publics ; rectification de tout manquement budgétaire (déficit fiscal, dépenses en faveur des pauvres) qui auraient pu se produire à mi-parcours par la mise en place d'autres mesures fiscales ; la publication des comptes fiscaux avec moins d'un quart d'écart ; et la présentation au parlement du projet de loi sur le droit à l'information.
- b. Mesures structurelles : réaménagement des Conseils des Services publics et Régies réglementaires liés à l'énergie ; adoption d'un plan de redressement financier du secteur de l'énergie électrique ; adoption d'un projet de Règlement relatif à la Régie de Réglementation en matière de produits pétroliers et au Régime fiscal du pétrole et du gaz ; et élimination des travailleurs fantômes des services de la santé et de l'éducation.
- c. Protection des pauvres : élargissement du nombre de bénéficiaires du projet d'Amélioration des moyens d'existence des Pauvres, et le réexamen de l'efficacité des dépenses en faveur des pauvres par la révision de leur classification.

Selon le représentant de la Banque mondiale au Ghana, Ishac Divan, 'il importe de souligner qu'il ne s'agit pas de conditionnalités imposées de l'extérieur. Ce sont des mesures que le gouvernement a décidé de prendre en vue d'assurer la prudence fiscale, la transparence et l'obligation de rendre compte des services rendus. Nous tous, citoyens ainsi que parlement et partenaires au développement, devons faire montre de vigilance et jouer notre rôle dans la promotion de bons rapports coûts-résultats pendant le déboursement des ressources durement acquises'.

En ce qui concerne le prêt accordé par le FMI, le gouvernement s'est engagé à augmenter les tarifs de l'énergie électrique, réduire les subventions associées aux produits pétroliers, et à aligner les ajustements salariaux dans la fonction publique aux tendances inflationnistes.

Ceci signifie que les ajustements salariaux dans le secteur public s'effectueront uniquement dans le but d'éliminer les pertes enregistrés au niveau du pouvoir d'achat dues à l'érosion inflationniste.

Privatisation accrue

Selon des rapports officieux dans les médias, le Fonds a aussi demandé au nouveau gouvernement d'inscrire sur la liste des institutions à privatiser certaines entreprises d'Etat, dont la *Volta River Authority (VRA)*, la Raffinerie de Tema, la *Ghana Grid Company (GRIDCO)* et la Société d'Energie Electrique du Ghana (ECG).

Le Directeur-Général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn, a dit que les conditionnalités sont nécessaires pour assurer que les ressources mises à la disposition du pays réalisent les résultats escomptés. 'Sinon, ce serait inutile et rien ne se réalisera après avoir mis à disposition l'argent ; malheureusement, l'annulation de la dette ne fait pas partie du modèle de développement ', a-t-il dit en juillet cette année au cours d'un briefing sur le web. A l'issue de la réunion du G-20 qui s'est tenue à Londres, au Royaume-Uni, en avril cette année, le FMI a annoncé un train de réformes de ses programmes d'emprunt. Parmi ces réformes figure la révision de l'ancien modèle « prêt-à-porter », pour que le programme de chaque pays auprès du FMI soit adapté à ses conditions.

Le gouvernement du Ghana est optimiste que les dispositions mises en place aideront à arriver à une croissance économique de 6,0% pour l'année 2009 au fur et à mesure que l'environnement macro-économique s'améliore, en particulier pour la communauté des affaires. L'économie du Ghana a connu une croissance de 7,3% en 2008, le chiffre le plus élevé depuis le retour du pays au régime constitutionnel en 1992.

Une menace majeure qui se pointe à l'horizon est les cours mondiaux du pétrole brut, qui tournent actuellement autour de 70 dollars le baril, et qui sont susceptibles de reprendre vite avec la reprise de l'économie mondiale. Une autre menace qui se pose est le fait que le gouvernement n'a pas encore exposé ses intentions, s'il y en a, d'aborder le problème de déséquilibres commerciaux externes.

Toute répercussion de l'une ou de l'autre menace pourrait compromettre énormément les attentes et l'économie fragile, bien que le pays aille bientôt rejoindre la liste exclusive des grands pays africains exportateurs du pétrole à partir de l'année 2010.

*Etonnam est journaliste ghanéenne basée à Accra, au Ghana.

